



AVANT LES URNES, LA RUE !

Le 18 Mars, les organisations syndicales interprofessionnelles CGT, FO, FSU et Solidaires appellent l'ensemble des salariés à se mobiliser face à la situation sociale vécue dans le privé comme dans le public, par les privés d'emploi et les retraités de notre pays.

Avec l'instauration du crédit d'impôt compétitivité emploi, le Gouvernement avait déjà livré 20 milliards d'euros sur un plateau d'argent au patronat, financés par les ménages. C'est un pont d'or que le MEDEF s'attend à recevoir avec la complicité bienveillante de la CFDT, la CGC et la CFTC.

En décidant de transférer 30 Milliards d'euros de cotisations sociales patronales du financement de la branche famille vers l'impôt, le gouvernement s'apprête à rompre avec les principes fondateurs de notre pacte social : le financement de la protection sociale par le travail et le principe d'universalité.

Ceux qui acceptent ce pacte dit de responsabilité font tout simplement le choix d'accentuer l'austérité sur les familles.

A ce jour, chaque année, 230 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales indispensables à la solidarité nationale et d'aides publiques tout aussi indispensables à l'éducation, aux transports, à la santé... sont consenties aux entreprises sans réelles contreparties sur le nombre d'emplois créés ni sur les augmentations des salaires et pensions notamment. Par contre, la rentabilité financière des entreprises est en hausse, les dividendes versés aux actionnaires également, pendant que le chômage explose et le pouvoir d'achat baisse.

QUAND UN TRAITEMENT N'EST PAS EFFICACE, IL FAUT LE CHANGER !

Et contrairement à ce que prône le patronat, ce ne sont ni le coût du travail ni la rigidité du marché du travail qui plombent la compétitivité des entreprises, mais bien les stratégies de libéralisation, de privatisation, les économies drastiques dans le domaine public qui exacerbent le dumping social et détériorent les conditions de travail.

Pour une relance économique dynamique et durable, il est impératif de recréer de la demande.

Cela passe obligatoirement par une réelle sécurisation de l'emploi pour les salariés, la création d'emplois de qualité (reconnaissance des qualifications et des diplômes et l'accès à la formation), des augmentations de salaires et pensions améliorant le pouvoir d'achat, les moyens aux collectivités et aux services publics d'investir pour répondre aux besoins des populations...

A la SNCF

La SNCF a versé en 2014 un « dividende » de 130 millions d'euros à l'Etat au titre de l'année 2013 ainsi qu'un dividende salarial qui auraient pu constituer un levier pour augmenter les salaires pour réduire la perte de pouvoir d'achat qui continue de s'accumuler au fil des années.

Par ailleurs, le « système » ferroviaire, formé de la SNCF et de RFF (Réseau Ferré de France) verse chaque année environ 2 Mds€ aux banques en intérêts du capital, c'est-à-dire environ 1/8 du chiffre d'affaires de la SNCF.

Ainsi, chaque jour, les cheminots travaillent plus d'une heure pour les banques et leurs actionnaires !

La direction de la SNCF n'a rien à envier en termes de politiques et de méthodes employées par le patronat du CAC 40. En effet, elle va bénéficier de 140 millions d'euros en 2014 dans le cadre du crédit d'impôt compétitivité emploi (qui doit favoriser les recrutements !!) et dans le même temps, elle prévoit la suppression de 2453 emplois dans l'EPIC SNCF cette année.

Le budget 2014 traduit en fait un véritable plan d'austérité imposé aux cheminots. Il est la traduction financière du projet d'entreprise : «Excellence 2020». Il priorise le développement des filiales hors de l'EPIC SNCF, les place en concurrence avec le service public et les cheminots pour dégager des marges financières sur leurs dos.

Ce budget est la démonstration de ce qui serait réservé aux cheminots et au service public si le projet de réforme ferroviaire du gouvernement venait à être appliqué.

Il n'y a qu'à observer les attaques incessantes à l'encontre des cheminots concernant les Facilités de Circulation, le régime spécial, le statut, la réglementation du travail, les salaires...pour s'en convaincre.

Un changement de cap est aussi indispensable et possible. C'est le sens de la grande campagne sur « le coût du capital » lancée par la CGT pour une autre répartition des richesses créées par le travail et le projet de la Fédération CGT des Cheminots « **La voie du service public** » dans le cadre de la réforme du système ferroviaire français pour moderniser et développer le service public SNCF. Elles s'inscrivent dans une double volonté de peser dans le débat public et de gagner des avancées concrètes pour et avec les salariés.

La Fédération CGT des Cheminots appelle donc les cheminotes et les cheminots à s'inscrire massivement dans les rassemblements et manifestations organisés dans les territoires le 18 mars prochain.

FAISONS DU 18 MARS UNE JOURNEE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE POUR :

- ➡ EXIGER DES EMPLOIS A STATUT A LA SNCF ;**
- ➡ UNE REVALORISATION DES SALAIRES ET PENSIONS POUR LES RETRAITES ;**
- ➡ DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL ;**
- ➡ UNE VERITABLE REFORME DU SYSTEME FERROVIAIRE REpondant AUX ATTENTES LEGITIMES DES POPULATIONS ET DES CHEMINOTS.**



**Le 20 mars 2014
JE VOTE CGT**

Montreuil, le 13 mars 2014